

éducation
SUD

Solidaires
SUD
étudiant

SUD
Recherche 

La recherche perdue dans l'espace !

La situation de la recherche française ne cesse de se dégrader. Gel de crédits, baisse de budget, diminution voire absence de création de postes de chercheur-ses, enseignant-es chercheur-ses, ingénieur-es, technicien-nes et administratif-ves, transformation de postes statutaires en postes précaires (CDD), renforcement des pouvoirs locaux, du mandarinat et de l'arbitraire : nombreux sont les faits qui ont enfin provoqué la prise de conscience des étudiant-es et personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les propos léniants de la ministre de la recherche sur l'augmentation de 3,9% du budget n'ont trompé personne ; il s'agit effectivement d'une hausse, mais qui bénéficie aux financements privés de la recherche et aux fonds incitatifs ministériels, et non aux budgets des organismes publics. Une fois encore on nous dit les réformes inévitables... quand il s'agit de politiques gouvernementales délibérées visant à «transférer» au privé les charges sociales et le financement du service public.

Dans nos universités et nos laboratoires, nous constatons quotidiennement les difficultés de fonctionnement. Au-delà des problèmes conjoncturels qui font la une des médias, les syndicats SUD se battent au quotidien contre les carences et les inégalités qui minent le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche: élitisme et inégalités sociales d'accès à l'enseignement supérieur, sous-traitance de secteurs entiers, précarisation des personnels, blocage des salaires et des promotions... Plus généralement, nous nous opposons à la restructuration libérale du service public de l'enseignement supérieur et de recherche, menée à l'échelle nationale et européenne, et dont le LMD est la partie la plus visible. Nous refusons qu'aux logiques de service public et de solidarité se substituent les logiques de marché et de compétition.

L'enseignement supérieur et la recherche constituent des secteurs privilégiés d'expérimentation des pratiques libérales dans la fonction publique :

- les étudiant-es chercheur-ses, la plupart sans véritable statut et parfois même sans financement, représentent pourtant une part non négligeable des personnels chercheurs de nos laboratoires ;
- pour la première fois, 550 postes sont transformés en CDD dans les EPST ;
- le rapport Belloc préconise une définition individuelle du service des enseignant-es chercheur-ses par contractualisation avec leur président d'université tous les 4 ans ;

Ces transformations des statuts de la fonction publique d'Etat, en résonance avec la décentralisation des emplois TOS dans les 1er et 2nd degrés de l'éducation nationale, ne sont pas anodines au moment où le gouvernement et le MEDEF cherchent à faire passer le contrat de mission comme nouvelle norme de contrat de travail. Il est urgent de les combattre avant qu'elles ne s'étendent à l'ensemble de la fonction publique. De même qu'il est urgent de définir un statut des étudiant-es chercheur-ses en adéquation avec leur rôle dans les laboratoires, et d'intégrer l'ensemble de nos collègues (enseignant-es et chercheur-ses précaires, administratifs contractuels, etc.) dans la fonction publique.

À travail égal, statut égal, salaire égal !

Tous ensemble, imposons un financement public de l'enseignement supérieur et de la recherche et un véritable débat démocratique sur sa place dans la société !

**jeudi 29 janvier 2004
MANIFESTONS à PARIS à 14 heures
de Jussieu à Matignon**

Les syndicats SUD combattent le néo-libéralisme appliqué à l'éducation et à la recherche comme aux autres services publics et à la société toute entière. C'est pourquoi nous agissons avec les autres syndicats du public et du privé au sein de l'Union Syndicale G10 – Solidaires, au côté des « sans » (chômeurs et précaires, sans papiers, sans logement, sans droits...), pour les droits des femmes, pour la protection sociale, contre le racisme... Notre choix d'un syndicalisme interprofessionnel, intercatégoriel, interdisciplinaire est aussi celui de règles de fonctionnement démocratiques intransigeantes.

SUD Education

- à l'Université, dans les EPST (CNRS,...), nous nous opposons à l'idéologie des pôles d'excellence (qui masquent les établissements de seconde zone), à la contractualisation individuelle (qui sacrifie les droits collectifs), à la privatisation du service public (processus de Bologne, loi sur le mécénat et les fondations) ;
- nous nous opposons à la privatisation des résultats de la recherche (loi sur l'innovation), et réclamons la création d'un service public d'éditions scientifiques qui assure, en dehors des circuits marchands, la diffusion des connaissances au sein de la communauté scientifique et en direction du grand public ;
- la recherche ne peut se faire au détriment des personnels de plus en plus précaires : nous refusons l'abandon du statut de fonctionnaire pour la prolifération des contrats privés à durée déterminée (enseignant-es et/ou chercheur-ses, ingénieur-es, technicien-nés, administratifs) ; nous réclamons la transformation des heures complémentaires en postes titulaires et la titularisation sans condition des précaires dans le corps correspondant à leur activité ; nous réclamons de la même façon l'intégration dans la fonction publique d'état des personnels assurant en sous-traitance des missions essentielles à nos établissements (entretien, restauration, sécurité...) ;
- les liens entre l'enseignement et la recherche doivent être renforcés à l'université ; nous réclamons la diminution des services des enseignant-es chercheur-ses, l'arrêt du recrutement de personnels enseignants non chercheurs (PRAG, PRCE), l'obtention de décharges de service pour ceux déjà en poste et désireux de se former à la recherche, et leur intégration automatique dans le corps des enseignant-es chercheur-ses à l'issue de cette formation ;
- nous luttons pour un fonctionnement démocratique de nos institutions : contre les pressions hiérarchiques et le clientélisme, contre le pilotage autoritaire de la recherche et le transfert croissant de fonds vers des « programmes » spécifiques, gérés par des « expert-es » nommés par le pouvoir politique, pour un contrôle citoyen des recherches ;
- nous revendiquons la progression du pouvoir d'achat des personnels en points d'indice (et non en pourcentage) afin de favoriser les plus bas salaires, la suppression des primes et leur intégration au salaire ; nous refusons la rémunération "au mérite", source de clientélisme, d'inégalités et de conflits entre les personnels...

www.sudeducation.org

SUD Etudiant

Les étudiant-es chercheur-ses dans un trou noir

De par nos spécificités d'étudiant-es chercheur-ses, nous sommes à l'intersection des attaques contre les étudiant-es, les personnels, la recherche. Le mouvement étudiant commencé à l'automne, en plus de la question des moyens (encadrement, matériel,...), a soulevé la question des réformes ECTS et LMD, partie visible de l'iceberg gouvernemental qui menace l'enseignement supérieur et la recherche.

Alors que ces réformes prétextent la lisibilité internationale et la mobilité étudiante, l'obstacle aux études à l'étranger reste d'ordre financier. La sélection sociale s'organise dans la droite ligne de ce que souhaite le MEDEF: la gestion des flux étudiants. Ainsi, tant par la limitation des passerelles entre L,M et D qu'en créant des diplômes "professionnalisant" répondant aux besoins des "bassins d'emplois locaux" (on ne parle plus de mobilité? c'est étonnant...), le gouvernement entend limiter la situation "d'étudiant" à une formation plus ou moins rapide (3/5/8) et contrôlée, adaptée seulement à des intérêts privés!

Ces réformes renforcent la sélection sociale, quand la moitié des étudiant-es sont salarié-es pour pouvoir financer leurs études, que l'accès à un logement, la possibilité de prendre son autonomie... sont déjà autant de facteurs accélérant la fin des études, si ce n'est leur abandon. Nous revendiquons la création d'un salaire social étudiant qui permettrait enfin de suivre ses études dans de bonnes conditions.

La fédération des syndicats SUD Etudiant, qui a participé à la mobilisation de ces derniers mois, à la fois concernée par les réformes universitaires et les assauts que subit la recherche, entend se battre pour une université et une recherche ouverte à toutes et tous, sans discriminations.

nos analyses complètes sur www.sud-etudiant.org

SUD Recherche - epst

La lettre-pétition "Sauvons la recherche" initiée par un collectif de directeurs d'unité de recherche a permis d'alerter à nouveau l'opinion sur la dégradation de l'emploi et des crédits budgétaires dans nos organismes. Le 29 janvier est une étape importante pour réussir enfin à faire reculer ce gouvernement, c'est aussi le moment de débattre du service public que nous voulons défendre :

- Nous ne concevons pas un avenir pour la recherche publique sans toutes celles et tous ceux qui la font avancer au quotidien... au même titre que personne n'envisage l'avenir de l'hôpital sans les infirmières et les aides-soignants ! Au delà de l'accroissement de l'embauche dans les corps de chercheur-ses demandé par la lettre-pétition, nous exigeons des recrutements en techniciens, gestionnaires administratif-ves et ingénieur-es : ce sont les principales victimes du budget 2004 (350 des 550 postes supprimés) ! Il ne doit plus y avoir de thésard-es sans rémunération ou sans couverture sociale, ni de post-doc ou de CDD à répétition se substituant aux emplois titulaires.

- Nous n'acceptons pas de sacrifier les recherches "non marchandes" pour sauver la recherche. La légitimité du financement par l'Etat de la recherche publique (qu'elle soit fondamentale ou appliquée) ne doit pas reposer sur les seules innovations technologiques et les retombées économiques. La santé, l'environnement, les sciences humaines et sociales... ne doivent pas avoir pour avenir les fondations et la charité publique ! Ce qui serait synonyme d'encore plus de dépendance et de soumission aux effets de mode de secteurs déjà fragilisés.

-Nous refusons de nous draper dans une vision scientiste et élitiste de la recherche, d'invoquer la compétitivité et le rayonnement de la France comme des valeurs suprêmes. Nous n'acceptons pas "l'excellence scientifique " comme seul critère de jugement de l'activité de la recherche publique.

La première urgence est de faire reculer le gouvernement sur les suppressions de postes du budget 2004 et d'obtenir un financement public à la hauteur des enjeux ! En second lieu, nous soutenons la perspective d'Assises Nationales pour un service public de recherche où puissent s'exprimer toutes les composantes de la recherche publique et s'ouvrir un nécessaire débat démocratique avec les citoyens.

Pour plus d'info, voir notre site : <http://sud.recherche.free.fr>